

**La défense symbolique et politique du territoire autochtone,
Cuetzalan, Puebla (Mexique)**
**The Symbolic and Political Defence of the Indigenous Territory,
Cuetzalan, Puebla (Mexique)**
**La defensa simbólica y política del territorio indígena :
Cuetzalan, Puebla (México)**

Pierre Beaucage and Taller de Tradición Oral del CEPEC

Volume 42, Number 2-3, 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024108ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/1024108ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (print)
1923-5151 (digital)

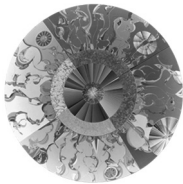
[Explore this journal](#)

Cite this article

Beaucage, P. & Taller de Tradición Oral del CEPEC (2012). La défense symbolique et politique du territoire autochtone, Cuetzalan, Puebla (Mexique). *Recherches amérindiennes au Québec*, 42(2-3), 137–153.
<https://doi.org/10.7202/1024108ar>

Article abstract

This paper, based on long-term participative research, demonstrates that the defence of their territory by the Cuetzalan Nahua is not confined to a few encroachments. It is affirmed throughout centuries of material, political and symbolic appropriations of their homeland. To the great changes imposed on them, Spanish colonization, privatization of communal lands and the arrival of mestizo traders and planters, they replied by preserving and adapting their peasant agriculture. At the political level, they combined a juridical, peaceful struggle with direct action. At a symbolic level, they literally charged with meaning every corner of their homeland through a rich toponymy intimately linked with their collective memory. Our ethnohistorical approach allows us to analyze the construction of indigenous identity and the ecosystem in Cuetzalan, which underlay their organization controlling production, during the last few decades. It also helps to understand their present-day mobilization against touristic, mining and hydroelectric megaprojets which are being planned for the area.



La défense symbolique et politique du territoire autochtone, Cuetzalan, Puebla (Mexique)

**Pierre
Beaucage**

Département
d'anthropologie,
Université de
Montréal
et

**Taller de
Tradición Oral
del CEPEC**

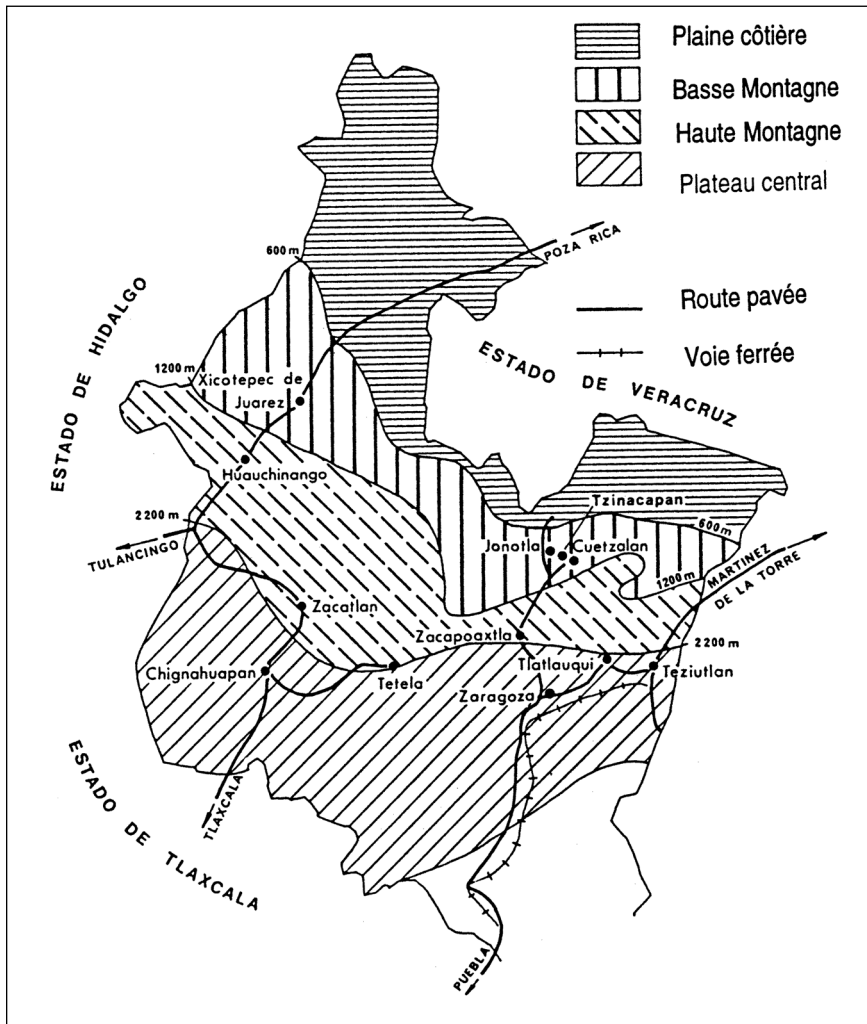
San Miguel
Tzinacapan,
Cuetzalan,
Mexique

IL EXISTE UNE DÉFINITION ÉTROITE de la défense territoriale qui la limite aux affrontements violents entre un groupe social donné et des forces extérieures. On oublie alors que les peuples paysans et autochtones, dans le processus même de production de leur subsistance, s'approprient matériellement et symboliquement un environnement donné jusqu'à le transformer en leur *territoire*. Cette appropriation pourra constituer la base d'une action politique ultérieure. C'est ce que nous voulons montrer ici dans le cas des Nahuas de Cuetzalan en nous appuyant sur une recherche prolongée dans la région. Nous utiliserons le concept de territoire dans le sens même que lui donnent les acteurs sociaux de la région, à savoir « l'intégration de l'espace à la culture » (CORDETIC 2010 : 1).

Nous considérons qu'il y a eu trois grandes époques dans la construction du territoire qui forme aujourd'hui le municipio de Cuetzalan. La première correspond à la période précoloniale et se termine avec les grandes épidémies qui ont suivi la conquête espagnole et qui anéantirent le village de Quetzalcoatl, situé près de l'actuel chef-lieu du municipio. La seconde s'étend entre la fondation de la « république d'Indiens de San Francisco Cuetzalan » et l'application

des lois de la Réforme de 1856. C'est à ce moment qu'on démantela le *común de naturales*, forme collective de tenure foncière, et que commence la troisième époque, avec la privatisation du sol, principalement sous la forme de la petite propriété, qui dure jusqu'à aujourd'hui. C'est pendant cette troisième période que la population autochtone a construit l'écosystème actuel et que se sont forgées l'identité *cuetzalteca* et la représentation du territoire. Elle a su ajuster son mode de vie à cette transformation radicale qu'impliquait la privatisation de la terre, dans un contexte de croissance démographique rapide (Beaucage et Taller de Tradición Oral 2009, chap. 2). Un élément-clef a été l'expansion de la caféiculture tout au long du xx^e siècle. La caféière autochtone, loin d'être une monoculture qui détruit l'environnement, comme il arrive dans les grandes plantations de café, s'est développée comme un verger diversifié qui représente, combiné à la *milpa* (champ de maïs), une adaptation particulièrement adéquate à ce milieu tropical de montagne (Taller de Tradición Oral et Beaucage 1997a).

Nos recherches conjointes ont couvert les domaines de l'ethnobiologie, ainsi que l'ethnohistoire et la toponymie – qui nous intéresseront davantage ici. L'étude ethnohistorique



Carte 1
Zones écologiques de la Sierra Norte de Puebla
(modifiée d'après Beaucage 1973a : 119)

avait deux volets : une enquête de terrain concernant la tradition orale et une analyse des sources écrites, locales, régionales et nationales (Taller de Tradición Oral 1994; Jáimez, Ramírez et Valderrama 1992; Beaucage 1995). L'enquête sur la toponymie de San Miguel a livré des centaines de noms, avec une description détaillée des lieux, sur les plans naturel et social. L'ensemble de nos recherches révèle un peuple, les Nahuas de Cuetzalan, profondément enraciné dans un territoire précis dont il connaît les caractéristiques écologiques et les ressources. Des siècles d'occupation se sont traduits par une appropriation à trois niveaux. En premier lieu, sur le plan *matériel*, à travers une exploitation différenciée, qui combine l'agriculture et l'arboriculture, le petit élevage, la chasse, la pêche et la cueillette de produits forestiers. En deuxième lieu, l'appropriation se produit sur le plan *politique*, c'est-à-dire en luttant pour leur autonomie aussi bien par des moyens juridico-légaux que par l'action directe. En

troisième lieu, les paysans autochtones se sont approprié sur le plan *symbolique* chaque parcelle de leur terroir en lui donnant un nom et en l'associant à leur mémoire historique et à leurs croyances.

Cette triple appropriation du territoire a fondé une identité qui s'est manifestée dans des circonstances critiques. La mémoire collective a enregistré les abus commis par les troupes françaises lors de l'intervention franco-autrichienne, au XIX^e siècle, et par ceux des bandits qui se faisaient appeler *villistas*¹ lors de la Révolution de 1910-1917; elle se rappelle aussi les ripostes armées des ancêtres qui les ont mis en fuite (Taller de Tradición Oral 1994). L'identité autochtone prend toute son importance dans le contexte actuel, alors que de puissants intérêts convoitent les territoires autochtones pour leurs richesses minières, pétrolières ou hydroélectriques, ou leur potentiel touristique, autant dans la Sierra Norte de Puebla que dans d'autres régions amérindiennes du Mexique et d'Amérique latine. La présente étude a été inspirée par la formation, il y a trois ans, du Comité d'aménagement écologique territorial intégral de Cuetzalan (CORDETIC²). Formé par les principales organisations sociales du municipe, le Comité a opposé sa propre vision du développement régional à un mégaprojet

d'infrastructures touristiques. Comme nous le verrons plus tard, sa principale composante populaire, l'Unión de Cooperativas Tosepan s'est aujourd'hui intégrée à un vaste mouvement régional, le Consejo Tiyat Tlalli, qui regroupe des communautés et des organisations de haute et basse montagne, nahuas et totonaques, qui font face à une avalanche de projets miniers et hydroélectriques.

Cet article comprend deux grandes parties. Dans la première, après avoir caractérisé brièvement l'environnement de la Sierra Norte de Puebla, nous présenterons, à partir de nos recherches ethnohistoriques, les principales étapes de la formation du territoire et de l'identité autochtone que nous venons d'esquisser. Dans la deuxième partie, nous insisterons sur les pratiques et conceptions territoriales des Nahuas, y compris la toponymie, en tant que révélateurs de son appropriation matérielle, politique et symbolique. Nous voulons ainsi contribuer à faire

connaître les efforts de ceux qui luttent pour que l'équilibre écologique et l'autonomie des habitants de la région prévalent sur les intérêts des transnationales.

L'ENVIRONNEMENT DE LA SIERRA NORTE

La région administrative que l'on désigne sous le nom de Sierra Norte de Puebla est située à environ 20° de latitude Nord, soit à la limite du tropique. Les vents prédominants sont les alizés, qui soufflent à partir de l'Atlantique pendant la plus grande partie de l'année, entre septembre et décembre, avec des bourrasques du nord (*sesekejekat*, « vent froid ») et de très rares bourrasques du Pacifique (*tonalejekat*, « vent du soleil »). La région contient quatre zones écologiques distinctes, en fonction de l'altitude, du relief et du régime des vents (voir carte 1).

Le plateau central, avec des altitudes supérieures à 2000 mètres, occupe la partie sud-ouest. Le climat est froid et sec, parfois semi-désertique, en raison de l'écran formé par la Sierra voisine. Les précipitations annuelles y sont d'environ 1000 millimètres par an, concentrées entre mai et octobre, avec des gelées en décembre et janvier. La végétation naturelle est faite de cactacées, d'agaves et d'arbustes, avec quelques chênes et pins.

À l'est, la Sierra Madre orientale constitue une chute abrupte du plateau vers la mer et présente deux niveaux écologiques bien distincts. La haute montagne (1500 à 2200 mètres, approximativement) est froide et humide avec une précipitation annuelle de 1500 à 2000 millimètres : les fortes pluies de l'été (juin-août) se prolongent par des bruines et brouillards jusqu'en janvier. Elle était originellement couverte par une végétation typique des hautes terres, avec des chênes (*auat*, *Quercus* spp.), des pins (*okot*, *Pinus patula* Schlecht et Cham.), et d'autres espèces comme l'ocozol (*Liquidambar styraciflua* L.). Il ne reste plus aujourd'hui que des vestiges de cette flore, au fond des ravins ou au sommet des montagnes, puisque l'ensemble du territoire a été déboisé à des fins d'agriculture et d'élevage. La population y est plus dense que sur le plateau et majoritairement d'origine nahuatl (Beaucage 1973b).

La basse montagne, où se situe Cuetzalan, est tempérée et extrêmement humide. Elle doit sa végétation luxuriante à l'abondance des orages d'été (juin-août), suivis par des pluies d'automne, tandis que les bruines et brouillards se poursuivent jusqu'en février. La précipitation oscille entre 2000 et 4000 millimètres par an. Les mois les plus secs sont mars, avril et mai ; même alors, cependant, il y a de fréquentes averses. La végétation naturelle est la forêt tropicale de montagne, de haute futaie, qui comprend des espèces comme l'acajou (*ayakachkuouit*, *Swietenia macrophylla* King), le cèdre (*tiokuouit*, *Cedrela odorata* L.), les sapotiers (p. ex. *kuoujtsapot*, *Pouteria sapota* [Jacq.] H.B. Moore & Stern). Leurs troncs supportent un réseau dense de lianes et d'épiphytes. Là où la lumière pénètre suffisamment, le

sol se couvre de plantes herbacées, dont certaines de grande taille comme le chamaqui (*chamakijisuat*, *Heliconia bihai* L.). Dans les ravins se trouvent les palmiers et bambous, pendant que sur les hauteurs de plus de mille mètres on trouve des espèces à feuilles caduques typiques de haute montagne, les chênes et les aulnes (*ilit*, *Alnus acuminata* [Schlecht] Furlow).

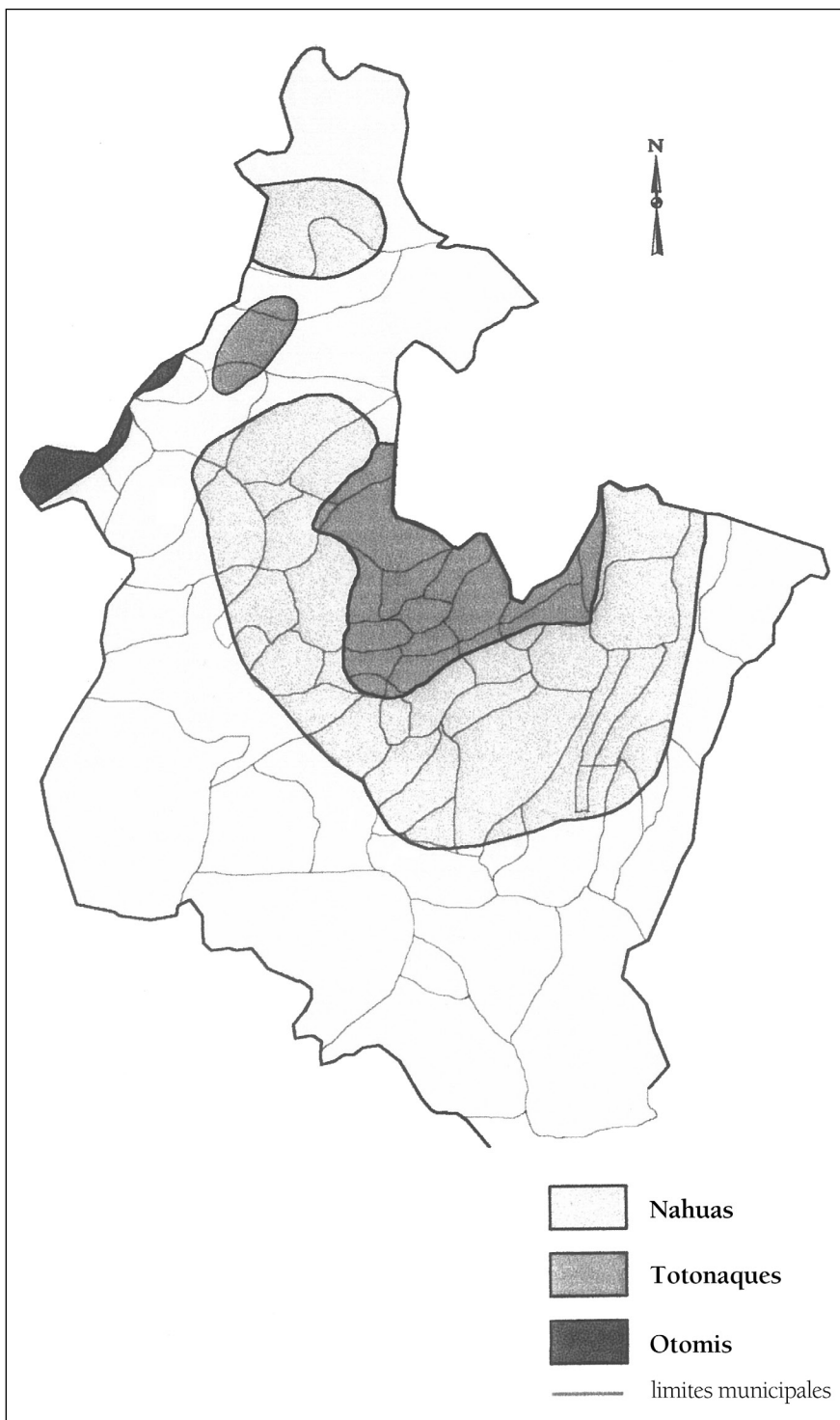
Présentement, on ne trouve plus ce couvert forestier originel qu'en quelques lieux particulièrement difficiles d'accès³. La population est extrêmement dense (250 personnes par km²) et en grande majorité autochtone : nahuatl à l'ouest, au sud et à l'est, et totonaque au centre (voir carte 2). Les paysans cultivent du maïs (*taol*, *Zea mays* L.) et des haricots (*et*, *Phaseolus vulgaris* L.) pour la subsistance, ainsi que du café (*Coffea arabica* L.), du quatre-épices (*Pimenta dioica* [L.] Merrill) et un peu de canne à sucre (*Saccharum officinarum* L.) pour la vente (Beaucage 1973a)⁴.

Au nord et à l'est, on débouche sur la plaine côtière, à moins de 500 mètres au-dessus du niveau de la mer. La température est chaude et humide, avec entre 1500 et 2000 millimètres de pluie par an. C'était une zone de forêt tropicale et de plaines, qui a été transformée en vastes pâturages avec quelques champs de maïs et plantations d'agrumes. Sa population est moins dense que dans la Sierra voisine, et majoritairement métisse, sauf au centre-nord, où prédominent les Totonaques.

Pour comprendre la construction de l'écosystème de Cuetzalan, ainsi que l'identité actuelle des Nahuas, il faut examiner le processus d'interaction, de conflits et de coopération entre les autochtones (*maseualmej*) et les non-autochtones (*koyomej*), dans ce milieu bien spécifique de la basse montagne.

LA SIERRA NORTE DE PUEBLA À L'ÉPOQUE PRÉCOLONIALE

On trouve les premières descriptions de la basse montagne dans les *Relaciones Geográficas* de la fin du xvi^e siècle. Comme aujourd'hui, les Nahuas et les Totonaques qui y habitaient cultivaient le maïs, les piments, les haricots, les courges (*tsilakayoj*, *Cucurbita* spp.) et d'autres plantes comestibles (González 1905 : 129-130). L'élevage des volailles, poules et dindons, la pêche et la chasse leur permettaient de compléter leur alimentation. On souligne en outre : « ils se soignent eux-mêmes avec beaucoup d'herbes qui poussent dans la montagne et les ravins » (*ibid.*). En plus de travailler pour les seigneurs locaux, ils devaient payer un tribut à l'empereur aztèque. Les habitants de haute montagne lui remettaient de la résine aromatique d'ocozol et des peaux d'animaux ; ceux de basse montagne, des tissus fabriqués avec du coton indigène (*Gossypium hirsutum* L.) et des plumes précieuses (*cuetzalli*, d'où le nom « Cuetzalan ») ; ceux de la plaine côtière voisine, enfin, du poisson salé, du miel et des piments



Carte 2
Les peuples de la Sierra Norte de Puebla
 (modifiée d'après la carte réalisée par Lucien Goupil, département d'anthropologie, Université de Montréal)

(Beaucage 1974 : 31-32). La seule mention de commerce que fasse le chroniqueur concerne le sel, qu'ils « rapportent de Tehuacan, ville qui se trouve à quarante lieues

d'ici » (González 1905 : 130). Les données disponibles montrent donc que les autochtones pratiquaient une agriculture diversifiée et qu'ils exploitaient les cours d'eau pour la pêche et les boisés pour la chasse et la collecte, comme aujourd'hui.

LA COLONISATION ESPAGNOLE ET LE SECOND AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Après la conquête espagnole, les autochtones de la Sierra, comme ceux de toute la Mésomérique, des Antilles et des Andes furent d'abord soumis au dur régime de l'*encomienda*. On les « recommandait » à un conquistador qui pouvait utiliser leur force de travail à sa guise et devait favoriser leur conversion au catholicisme (Gibson 1964 : 58-97). La référence la plus ancienne à l'actuel Cuetzalan est le village de Quetzalcoatl, qui se trouvait près de l'actuel chef-lieu (García Martínez 1987 : 114). En 1533, il faisait partie de l'*encomienda* de Pedro Cindo de Portillo (*ibid.* : 162-163). Ce régime, qui permettait toutes sortes d'abus, ne dura pas longtemps dans la Sierra. N'ayant pas trouvé de mines, les *encomenderos*, avides de richesses, transportèrent leurs pénates ailleurs. À la fin du xvi^e siècle, la plupart des communautés autochtones étaient administrées par des fonctionnaires (*corregidores* et *alcaldes mayores*) qui dépendaient du vice-roi de Nouvelle-Espagne (*ibid.* : 311-319).

Dans la Sierra comme ailleurs, les Amérindiens ont été décimés par les épidémies, qui se sont ajoutées aux bouleversements de la Conquête. En conséquence, en 1554, le tribut que devait payer la population de Quetzalcoatl a été réduit, de quatre *charges* et demie de tissus de coton, à une seule (García Payón 1965 : 63, n. 43). Après on ne trouve plus mention de Quetzalcoatl. C'est alors que les autorités religieuses ont décidé de sortir les habitants « des ravins et des montagnes où ils habitaient » (García

Martínez 1987 : 162-163) pour les rassembler, conformément à la politique des *congregaciones* (agglomérations

concentrées) qu'appliquaient le clergé et la Couronne espagnole. En 1550, quand Cuetzalan a obtenu sa première concession de terre (*merced de tierras*), sa population totale était de 240 habitants (*ibid.* : 324, 358). À partir d'alors on observe d'abord une stabilisation puis une lente augmentation de la population. Au début du xvii^e siècle, Cuetzalan avait une paroisse avec un curé résident, et ses habitants cultivaient du maïs, des piments et du coton. Ils s'adonnaient aussi à la chasse et à la pêche, ainsi qu'à l'élevage des poules et des dindons (De la Mota y Escobar 1940 : 225). En 1646, l'évêque de Puebla, lors de la visite du diocèse, évalua sa population à deux cents familles (environ mille habitants) et il déclara : « Son Église est une des meilleures [de la région] » (Palafox y Mendoza 1643-1646, f73r).

En 1720, Cuetzalan apparaît dans les archives du chef-lieu, San Juan de los Llanos (l'actuelle Libres), en qualité de *república de Yndios* (« république d'Indiens »), c'est-à-dire communauté autonome avec son propre gouverneur. Celui-ci fait partie d'une délégation de gouverneurs autochtones du sud de la Sierra, qui sont arrivés au chef-lieu pour présenter une plainte au vice-roi de Nouvelle-Espagne. La plainte concerne l'imposition d'une corvée de réfection des chemins à Xalapa « à vingt lieues de leurs maisons » (environ 110 kilomètres). Le vice-roi, le marquis de Valero, donne raison aux plaignants, malgré les protestations des autorités civiles de Xalapa (*Archivo Histórico del Municipio de Libres*, 30/10/1720). Quand on examine les arguments des autochtones, on est frappé par leur familiarité avec les lois coloniales en vigueur et, plus encore, par leur habile utilisation du manque de connaissances qu'avait le vice-roi du territoire. Par exemple, ils argumentent qu'ils vont devoir abandonner leurs cultures, « avec lesquelles ils paient le tribut », alors qu'en octobre la récolte principale de maïs a déjà été effectuée. Ils affirment que le climat de Xalapa est très mauvais pour eux, alors qu'il est le même que dans la basse montagne de Puebla... (*ibid.*, 30/10/1720). Dans la protestation qui fut faite (trop tard !) par les autorités de Xalapa, on apprend que les paysans du sud de la Sierra se rendaient jusqu'à Xalapa pour y vendre leurs produits (*granjerías*) (*ibid.*).

Cinq ans plus tard, en 1725, la population de San Francisco Quesala (Cuetzalan) passe de la lutte juridique à l'action directe. Elle s'est soulevée contre le curé, le lieutenant et aussi contre Juan Antonio, « Indien marguillier de ce village » (*Yndio fiscal de este pueblo*), et les a chassés. Le motif : les vexations et les amendes exorbitantes que le lieutenant extorquait lors de ses trop fréquentes visites, les contributions en travail et en argent que le curé exigeait sans arrêt et les « abus » du marguillier. Après enquête, les autochtones ont gagné leur cause, mais les meneurs furent incarcérés et battus de verges pour s'être soulevés contre l'autorité (*Archivo General de la Nación*, Indios, 50 : ff 344-347). Grâce à ce document on sait qu'il y avait à ce

moment plusieurs agglomérations dans la paroisse (*ibid.* : f 344r), un résident non autochtone, le curé, et que celui-ci cultivait le maïs et la canne à sucre grâce à la main-d'œuvre locale gratuite. Un texte ecclésiastique anonyme mentionne que « les plus vieux d'entre eux règlent les conflits qu'ils ont à propos de vols et de concubinage (*amancebamientos*) » (*ibid.*), ce qui laisse supposer l'existence d'une forme de conseil d'anciens. À partir de la fin du xviii^e siècle, les relations entre les communautés amérindiennes et l'administration s'intensifient, grâce aux réformes modernisantes des Bourbons. Ces plus grands contrôles administratifs peuvent avoir été accompagnés par une plus grande charge fiscale. En 1779, Antonio Francisco, « Gouverneur des Naturels de San Francisco Quezalan », avait aussi la responsabilité des affaires religieuses. Il déclare comme revenus « 90 pesos⁵ d'aumônes qu'ont données les enfants (c'est-à-dire les paroissiens) pour les fonctions de l'église, puisqu'ils n'ont pas de biens de communauté et qu'ils ne peuvent semer car les terres sont abruptes » (*Archivo Histórico del Municipio de Libres*, 1779, s.n.f. 1r). Pour la même année il rapporte des dépenses de « 108 pesos pour le curé, pour célébrer les messes dominicales et les fêtes, et 36 pour les cierges » (*ibid.*). Il termine donc avec un déficit de 18 pesos, qu'il reconnaît en ajoutant que « cette dette est aussi celle de ses conseillers et adjoints (*regidores y alcaldes*) » (*ibid.* : f1v). Le gouverneur exerçait aussi des fonctions civiles. En 1788, Juan García, successeur d'Antonio Francisco écrit qu'il a recueilli 138 pesos « à raison d'un *real* et demi par tributaire ». Les tributaires étaient donc 740, ce qui suppose quelque 3700 habitants (*ibid.*, 26/03/1788). Les seules dépenses admissibles étaient les 79 pesos de salaire pour le maître d'école, que la république d'Indiens devait embaucher, et une contribution spéciale de 2 pesos et 4 reales de dépenses. Le reste, il a dû le remettre à la « caisse de la communauté » conservée dans le chef-lieu du district, San Juan de los Llanos. Soulignons qu'en 1792 la Sierra Norte de Puebla avait une population totale de 138 773 habitants, c'est-à-dire 24 % de l'Intendance de Puebla (506 654 habitants), dont 17 % étaient classés comme « Espagnols » et 80 % comme « Indiens » (Thomson 1999 : 25).

Que nous révèlent ces documents? D'abord, que l'économie du Cuetzalan colonial n'était déjà plus exclusivement d'autosubsistance, mais qu'il y avait suffisamment d'échanges monétaires pour produire les 228 pesos annuels d'aumônes et de tribut. Pour se faire une idée du pouvoir d'achat de cette somme, il faut mentionner que le salaire local était à cette époque d'environ deux reales par jour (*Archivo Histórico del Municipio de Cuetzalan*, 10/08/1823), ce qui donne un prélèvement total de 912 jours de travail, c'est-à-dire 1,2 jour par famille. À cela il faut ajouter les corvées civiles et ecclésiastiques sur lesquelles nous n'avons pas de données précises, bien que leur existence

soit attestée par d'autres documents (*Archivo Histórico del Municipio de Libres*, 30/10/1720).

Sur le plan administratif, Cuetzalan avait atteint au xvii^e siècle un statut d'autonomie relative, en même temps qu'elle avait des relations plus étroites avec l'administration coloniale. Ces rapports étaient médiatisés par les autorités autochtones : le gouverneur, ses conseillers et ses adjoints. On les voit essayer de défendre les intérêts de la population et parfois réussir, comme dans le cas de la corvée de Xalapa. On peut interpréter dans le même sens l'étrange déclaration du gouverneur Antonio Francisco selon laquelle « ils ne peuvent pas semer, car les terres sont abruptes ». Au contraire, nous savons qu'ils avaient un titre foncier dès le xvi^e siècle et que les terres, bien qu'accidentées, sont très fertiles (*ibid.*, 18/06/1787, f5v). Il nous apparaît plus probable que les autochtones de Cuetzalan préféraient payer les redevances en espèces et non en nature, comme beaucoup d'autres communautés du Mexique. Grâce à la vente de produits agricoles et d'animaux de basse-cour (« *sus granjerías* ») ils se procuraient aisément l'argent qui manquait et n'avaient pas à transporter les produits jusqu'à San Juan de los Llanos !

On peut noter aussi la croissance démographique : la « république d'Indiens » de Cuetzalan est passée de mille à presque quatre mille habitants entre 1650 et 1790. Cette augmentation de la population est surtout due à la croissance naturelle, bien que la tradition orale rapporte l'immigration d'un groupe d'autochtones du plateau central qui fondèrent le village de San Miguel Tzinacapan dans la partie occidentale du territoire, jusqu'alors dépeuplée (Taller de Tradición Oral 1994). Cet accroissement impliqua une modification des rapports à l'environnement. D'abord, la plus grande surface cultivée réduisit la forêt qui couvrait à l'origine la presque totalité du municipe actuel. L'expansion se fit généralement à partir du centre-sud, au pied des montagnes, où se trouvent les trois agglomérations principales, San Francisco Cuetzalan, le chef-lieu, San Miguel Tzinacapan (à l'ouest) et San Andrés Tzicuilan (à l'est), en direction des côtes moins escarpées, plus chaudes et plus fertiles du Nord. Il y avait déjà là un village autochtone à la fin de la période coloniale, Santiago Yancuictlalpan.

Les aînés de San Miguel Tzinacapan racontent que leur village fut établi dans le piémont, au sud, (à 750 m d'altitude) pour profiter d'une fontaine permanente, puisque dans les collines du Nord, les sources se tarissent pendant la saison sèche, en avril-mai (Taller de Tradición Oral 1994 : 84-86, 97-99). Mais la terre y est abrupte et pierreuse. C'est pourquoi les *sanmiguelenos*, comme leurs voisins *cuetzaltecos* et *tzicuileños*, ont toujours préféré aller cultiver plus au nord où, en plus, ils peuvent faire deux récoltes de maïs par an. L'exploitation de plusieurs niveaux écologiques permettait en outre une rotation permanente des sols. Un document du xix^e siècle relate :

Avant la loi qui abolit les biens de main-morte, la classe indigène, qui est la plus nombreuse, n'occupait qu'une petite partie [des terres], semant chaque année un petit terrain, sans rente aucune, juste assez pour suffire à leur subsistance annuelle et, une fois la récolte faite, elle se déplaçait en un autre point où elle faisait un autre petit essartage pour ses nouvelles semailles, en abandonnant celui qu'elle avait occupé avant. (*Archivo Histórico del Municipio de Cuetzalan* 12/09/1877)

L'agriculture locale était très diversifiée. La liste la plus ancienne que nous ayons rencontrée, rédigée en 1904, mentionne cinquante-huit plantes cultivées, dont trente-six plantes indigènes, comprenant des grains, des légumes verts, des fruits et des herbes comestibles (Jáimez, Ramírez et Valderrama 1992 : 29-30). En plus de la zone cultivée, la partie forestière, encore très importante, fournissait le bois de feu et de construction, les feuilles d'*anayo* (*Beilschmedia anay* [S.F. Blake] Kostermans), dont on couvrait les maisons, le gibier et les fruits sauvages, tandis qu'on pêchait dans les torrents poissons et écrevisses.

Cette exploitation généralisée est rendue possible par la tenure collective des terres (*común de naturales*) qui prévalut pendant toute la période coloniale. Reconnue par la Couronne espagnole avec les Nouvelles Lois des Indes de 1542, elle forma la base juridique des « républiques d'Indiens ». Des autorités locales élues administraient ces biens de façon relativement autonome tant qu'elles remplissaient leurs obligations fiscales et religieuses. Mais ces territoires en vinrent à susciter la convoitise de gens de l'extérieur, surtout après que les réformes des Bourbons, dans la seconde moitié du xviii^e siècle, eurent permis à quiconque de mettre en culture les terres « inutilisées » des communes autochtones, dans le but – supposé – d'augmenter la production agricole.

En 1808 débuta un long procès qui opposa les « Naturels de la république d'Indiens de San Francisco Quezala » (Cuetzalan) et don Alonzo Luque, résident à San Juan de los Llanos (Libres), concernant les terres de Xocoyolotepec, la partie la plus élevée et la plus méridionale de la commune, où les autochtones n'avaient pas l'habitude de résider ni de faire des cultures (*Archivo General de la Nación*, Tierras 1808). Ces terres « désertes » avaient d'abord été explorées et évaluées (*Archivo Histórico del Municipio de Libres*, 25/11/1791), en accord avec la nouvelle politique du gouvernement colonial. Ensuite, selon la poursuite, des colons non autochtones⁶ y firent un « gros établissement » (*cuantiosa ranchería*). Les Amérindiens décidèrent alors d'y semer quatre fanègues (environ 24 hectares) de maïs, dans le but, disaient-ils, de reconstruire l'église paroissiale, détruite par un incendie (*Archivo General de la Nación*, Tierras 1808 : 7). García Luque, avec des hommes en armes, fit sortir de force ceux qui gardaient le champ et y mit le feu. Les autorités locales réussirent à maintenir le calme parmi les « quatre cents Indiens présents » et entamèrent des poursuites à San Juan

de los Llanos (*ibid.* : 9). La démarche fut vaine : bien au contraire on fit arrêter et emprisonner le gouverneur de Cuetzalan, lui enlevant la canne, symbole de sa charge (*ibid.*). Les autochtones dénoncèrent la collusion entre les autorités de San Juan et leur agresseur et obtinrent qu'on transférât le dossier à un juge impartial. Ce dernier leur donna finalement gain de cause.

La stratégie utilisée par les *cuetzaltecos* mérite autant l'attention que le résultat du procès. Dans leur argumentaire, ils insistent sur le caractère récent de l'arrivée des non-autochtones à Xocoyolotepec (« il y a peu de jours ») qu'ils opposent à leur « possession tranquille pendant un grand nombre d'années » (*ibid.* : 14). Nous savons cependant, par d'autres sources, que les premiers colons métis se sont établis à Xocoyolotepec vers 1791, soit dix-sept ans avant que ne débute le conflit avec García Luque (*Archivo de la Parroquia de San Francisco, Libro de bautizos*, 1792). Contrairement au nouveau venu, ces derniers étaient visiblement des paysans qui occupaient de petits lopins de terre ; on ne rapporte pas de conflits avec les villages autochtones avoisinants⁷. Face à l'invasion massive de García Luque et de ses gens, les *cuetzaltecos* décidèrent que l'occupation physique de la terre était la meilleure manière d'appuyer leur revendication. Ils donnèrent à leur geste une dimension religieuse : le produit de la *milpa* servait à reconstruire l'église incendiée. Si on tient compte de la préférence que les mêmes villageois avaient exprimée vingt ans plus tôt pour la dîme individuelle payée en espèces, il paraît raisonnable de croire qu'ils cherchaient à faire d'une pierre deux coups : recueillir des fonds pour l'église, certes, mais aussi, confirmer leur droit sur ces terres. Et c'est ce qu'a bien compris García Luque en détruisant la *milpa*, plutôt que de chercher à s'approprier le grain. Bien que les *cuetzaltecos* aient raté un de leurs objectifs, la récolte, le second, le plus important, a été atteint.

À la fin de la période coloniale, les archives consultées révèlent que Cuetzalan est une communauté populeuse, qui affirme son contrôle sur l'ensemble de son territoire, au-delà du terroir cultivé. Elle le fait à l'intérieur du cadre juridique colonial, sur la base de la *congregación* constituée au milieu du xvi^e siècle. Les *cuetzaltecos* ont su utiliser les espaces offerts par le cadre juridique et politique de l'époque pour se soustraire à la tutelle des grands chefs-lieux autochtones, Tlatlauquitepec, d'abord, et Zacapoaxtla, ensuite, et pour se constituer en « république d'Indiens » comme eux. À partir de ce moment, il lui faudra affronter périodiquement le chef-lieu du district, San Juan de los Llanos.

En même temps qu'elle luttait sur le plan extérieur pour terminer sa scission des anciens chefs-lieux, Cuetzalan poursuivait, sur le plan interne, son propre processus de segmentation, en même temps que sa population se dispersait en quête de nouvelles terres cultivables. Cette

identité locale segmentée se manifesta d'abord sur le plan religieux. Nous apprenons grâce aux archives que « trois communautés rapprochées » (sans doute San Miguel, San Francisco et San Andrés) possèdent leurs propres églises en 1725 (*Archivo General de la Nación*, Indios 50 : f344). En 1791, Santiago Yancuictlalpan obtient d'être reconnu comme agglomération distincte (*pueblo sujeto*) [García Martínez 1987 : 378]. Cependant, face à l'immixtion constante des pouvoirs civils et religieux dans ce que les villageois considéraient comme « leurs affaires internes », la réponse a été l'unité de tous. Ils opteront alternativement soit pour la négociation (concernant les tributs, au xvi^e siècle, et la corvée de Xalapa en 1720), soit pour la rébellion ouverte (en 1725), soit pour une combinaison d'action directe et de poursuites judiciaires (le conflit avec García Luque en 1808). Un motif sous-jacent à ces diverses luttes semble avoir été la *défense du contrôle sur le territoire commun* où les familles autochtones puissent cultiver, chasser, pêcher, couper le bois et cueillir des produits forestiers, en fonction de leurs besoins et dans un contexte de faible pression démographique. Nous appelons cette consolidation sociopolitique et environnementale le *second aménagement territorial* de Cuetzalan, fruit des pratiques et des valeurs autochtones, et qui s'est maintenu pendant toute la période coloniale.

LA RÉPUBLIQUE ET L'INTERVENTION FRANCO-AUTRICHIENNE

Nous n'avons pas trouvé de témoignage, oral ou écrit, concernant une éventuelle participation des autochtones de basse montagne aux guerres de l'Indépendance du Mexique (1810). Comme pour la plupart des groupes amérindiens du centre et du sud du Mexique, après l'indépendance la lente croissance démographique se poursuivit, malgré les épidémies récurrentes qui firent des ravages jusqu'en plein xx^e siècle. L'accroissement fut particulièrement notable dans certaines régions, comme celle de Zacapoaxtla-Cuetzalan, qui étaient peu peuplées avant la conquête espagnole. Dans le document fiscal cité plus haut, on parle de 740 familles tributaires pour Cuetzalan, ce qui donne une population totale d'environ 3000 personnes en 1788. Un siècle plus tard, en 1871, la population avait plus que doublé, avec 7799 hab. (Thomson 1991 : 218). Entre 1792 et 1869, la population de l'ensemble de la Sierra crût à un rythme de 0,4 % par an, soit le double de celle de l'État de Puebla (Thomson et LaFrance 1999 : 25).

Le demi-siècle qui suivit l'Indépendance fut marqué par une instabilité politique à laquelle la Sierra n'a pas échappé : des documents dispersés parlent de l'arrivée à Cuetzalan de troupes « insurgées », de « rebelles » dont la présence était un poids et une menace pour les habitants (voir p. ex. *Archivo Histórico del Municipio de Cuetzalan*, 07/11/1872). Sur le plan de la politique locale, le processus

de segmentation qui permit la naissance de Cuetzalan avait laissé des séquelles, sous la forme de conflits non résolus. Le document le plus ancien conservé à Cuetzalan, daté de 1822, se rapporte à une demande de compensation pour les contributions faites à Zacapoaxtla « quand nos villages étaient soumis à ce chef-lieu, pour reconstruire la mairie (*ibid.*, 1822, s.f.). Tout au long du XIX^e siècle, resurgit le problème des limites municipales. Cuetzalan s'est développé entre deux chefs-lieux d'origine précolombienne, Tlatlauquitepec (au sud-est) et Jonotla (au nord-ouest), et elle a dû défendre ses frontières contre ces deux voisins, qui revendiquaient « des droits reconnus depuis des temps immémoriaux » (*ibid.*, 01/07/1861). Les parties ont eu recours à la menace et à l'intimidation (*Archivo del Municipio Auxiliar de Tzinacapan*, 26/02/1861), au paiement de compensations (à Jonotla) et même à une commission d'arbitrage qui a parcouru les sommets et les ravins pour marquer la limite sud-est avec Tlatlauquitepec, jusqu'à ce qu'on en arrive à des frontières reconnues par tous.

Au niveau interne prévaut une situation analogue. Tzinacapan proteste parce que « des gens du chef-lieu viennent cultiver nos terres » (*ibid.*, 13/07/1862); Tzicuilan en arrive à un accord concernant la limite avec le même chef-lieu (*Archivo Histórico del Municipio de Cuetzalan*, 22/04/1869); cependant que Xocoyolotepec lui réclame un territoire qu'elle « lui avait prêté » cinquante-six ans auparavant (*ibid.*, 20/01/1873)! Notons qu'il y avait une dimension structurelle dans l'opposition entre les villages et le chef-lieu, antérieure même aux conflits interethniques qui apparaissent à la fin du XIX^e siècle; les deux types de conflits coïncideront par la suite.

LA SUPPRESSION DES TERRES COMMUNAUTAIRES ET SES CONSÉQUENCES

Une des réformes les plus importantes qu'aient effectuées les libéraux après leur arrivée au pouvoir en 1856 fut la suppression des titres fonciers dits « de main morte » qui caractérisaient jusqu'alors tant les propriétés ecclésiastiques que les terres communautaires des autochtones. Le président Benito Juárez, lui-même d'origine zapotèque, considérait que ce type de propriété était l'une des causes du retard social et culturel des peuples amérindiens et il rêvait de transformer ces derniers en prospères agriculteurs sur les terres privées, comme chez le grand voisin du Nord. La loi Lerdo obligea à mettre les terres communautaires en vente libre. Bien qu'en principe les utilisateurs devaient avoir priorité comme acquéreurs privés, les seuls à en profiter furent un petit nombre de spéculateurs amis du nouveau régime. Cependant, dans une zone montagneuse comme la Sierra, peu de terres suscitaient la convoitise d'entrepreneurs agricoles, comme ce fut le cas dans la plaine centrale et sur la côte du Veracruz.

L'intervention franco-autrichienne (1862-1867) créa un nouveau contexte social et politique dans le pays et

dans la Sierra. Les *cuetzaltecos*, comme les autres habitants de la région, ont d'abord été divisés entre les deux camps. Le clergé appuyait clairement les conservateurs et les forces d'intervention, mais plusieurs leaders autochtones, dont Juan Francisco Lucas, de Xochiapulco, en haute montagne, et Francisco Agustín Diegillo, de Cuetzalan, se soulevèrent contre les envahisseurs (*Taller de Tradición Oral* 1994 : 101-124). Derrière la légende des « zacapoaxtlas », il eut la présence effective à Puebla, le 5 mai 1862, du Sixième Bataillon, formé par 150 hommes de Xochiapulco et de Cuetzalan, sous les ordres de Lucas et de Diegillo. Une bataille importante eut lieu à Cuetzalan même, en novembre 1864 : l'attaque libérale, dirigée par le général Maldonado, coïncida avec un gros orage, et la foudre frappa le clocher de l'église, ce qui aurait été interprété par la population comme un châtimement divin sur les troupes étrangères (Maldonado, cité par Thomson 1999 : 9). Le 2 avril 1867, lors de la bataille décisive de Puebla, Diegillo commandait cette fois une compagnie complète de *cuetzaltecos*, sous le commandement de Lucas (Thomson et LaFrance 1999 : 77, 133).

Après la déroute de l'armée impériale, le gouvernement décida d'appliquer la loi Lerdo (décembre 1867). Cette nouvelle situation juridique encouragea plusieurs métis récemment arrivés à Cuetzalan à s'approprier des terres. Ils commencèrent à y cultiver la canne à sucre et le café et à y élever du bétail, provoquant un soulèvement des autochtones. Sous la direction de Palagosti, ces derniers s'opposèrent à la privatisation des terres communales au profit de cette nouvelle bourgeoisie locale et ils détruisirent les clôtures et les plantations (Thomson 1991 : 221-222). Lucas intervint comme médiateur et convainquit les paysans d'enregistrer à titre privé les lopins qu'ils avaient en culture, ce qui leur permit de conserver la plus grande partie de leurs terres (Thomson et LaFrance 1999 : 133-134). On retrouve de nombreuses déclarations d'enregistrement pour les années 1868 et 1869 (*Archivo Histórico del Municipio de Cuetzalan*, *passim*). Quelques années plus tard, face aux tentatives des autorités municipales en vue de percevoir des taxes sur les terres ainsi enregistrées, la *jefatura política* (préfecture) de Zacapoaxtla répondra au maire de Cuetzalan :

Les possesseurs et locataires de terres communautaires depuis des temps immémoriaux ne sont tenus de payer aucun cens ni aucune charge [...] Il faut les leur laisser en absolue propriété car on suppose qu'ils les possédaient déjà avec ce caractère. (*ibid.*, 20/03/1877)

Le fait que tous ces terrains avaient déjà été désignés par des toponymes autochtones confirmait l'ancienneté de l'appropriation matérielle et symbolique du territoire par les Nahuas. En effet, les rares toponymes espagnols se concentrent dans la zone sud-est du municipe (le bassin de la rivière Cuichat) où la nouvelle bourgeoisie établit ses

plantations sur les terres communales qui ne furent pas réclamées individuellement par les Amérindiens.

Un des objectifs des nouvelles autorités municipales fut l'amélioration des communications avec le centre du pays, condition indispensable pour assurer la rentabilité des plantations et du commerce. À cette fin, on entreprit un vaste programme de travaux publics pour transformer en une route une partie des sentiers de muletiers (*caminos reales*) qui traversaient les montagnes. Le moyen utilisé fut l'intensification et la réorientation des corvées communautaires. Alors qu'elles servaient surtout, antérieurement, à l'entretien des édifices publics, religieux et civils, elles furent désormais réorientées vers la voirie, et on imposa de fortes amendes et même des peines de prison à ceux qui refusaient d'y participer (*Archivo del Municipio Auxiliar de Tzinacapan*, 06/09/1873).

La privatisation des terres communales, l'établissement d'étrangers et le développement des communications eurent des conséquences importantes sur la condition autochtone et l'écosystème. Sur le plan socioculturel, Cuetzalan se transforma en une société pluriethnique. En outre, après que Francisco Agustín Dieguillo eut terminé son mandat comme maire, les autochtones se retrouvèrent exclus du pouvoir municipal, ce qui entraîna à terme leur exclusion physique, spatiale, du chef-lieu. De multiples pressions, surtout économiques (comme des saisies de terrains pour dettes), les poussèrent vers les communautés périphériques qui deviendront avec le temps des « municipes auxiliaires », où ils pourront maintenir un certain niveau d'autonomie, beaucoup moindre cependant que dans la « république d'Indiens ».

LE CONTRÔLE SUR LES GENS : LA RÉFORME ADMINISTRATIVE

Pendant le long mandat de Porfirio Díaz (1876-1910), ses priorités furent la restauration de l'ordre public et la réforme administrative. Les gouverneurs et le conseil de jadis furent définitivement remplacés par le maire, les conseillers (*regidores*) et le juge de paix. On voulut obliger les collectivités autochtones à fonctionner selon un modèle administratif uniforme, dont on précisait jusqu'aux menus détails. Les titres semblent avoir été plus différenciés que les fonctions réelles. Avec une exception importante, cependant : le secrétaire, qui devrait pouvoir bien s'exprimer en espagnol et par écrit. Pendant une longue période, les communautés ont eu généralement recours à un métis du chef-lieu pour rédiger les nombreux rapports qu'exigeait l'administration. Au niveau du district, le chef politique (*jefe político*), nommé par Díaz lui-même, sanctionnait tout écart des normes : qu'il s'agisse des responsabilités respectives des dirigeants locaux (*Archivo Histórico del Municipio de Cuetzalan* 06/10/1872), du nombre d'élèves inscrits, de leur assistance à l'école et même de l'attribution des notes (*Archivo del Municipio Auxiliar de Tzinacapan*, 23/06/1873).

LE CONTRÔLE SUR LES GENS : RECENSEMENTS ET FISCALITÉ

Ordonner veut dire connaître, d'où l'importance des listes de résidents (*patrón de vecinos*). À partir de 1860, nous avons trouvé des listes annuelles, en plus de celles qui concernent les producteurs de canne à sucre, ceux qui vendent de la viande sur la place, etc. En même temps, on voit se multiplier les contributions : « personnelle », « pour l'école », « de Chicontepec »... Pour l'État libéral, la campagne devait défrayer le coût de la modernisation du pays et on cherchait sans cesse de nouvelles sources de revenus. Par exemple, voyant que les autochtones résistaient à envoyer leurs fils pour le service militaire, on créa un nouvel impôt, dit « des exemptés » (*de rebajados*), avec lequel on pouvait racheter une recrue (*Archivo Histórico del Municipio de Cuetzalan*, 29/11/1872). Nous avons vu qu'après la suppression des terres communales, les autorités municipales tentèrent d'obliger les paysans à verser annuellement un droit équivalant à 6 % de la valeur estimée, proposition qui fut rejetée (*ibid.*, 16/03/1877). Pour recueillir les contributions, on nomma des percepteurs qui ne pouvaient démissionner et qui étaient responsables de l'intégralité des sommes à ramasser, sous peine de voir confisquer leurs biens.

LE NOUVEL ORDRE RÉPUBLICAIN : LA RÉVOLUTION SYMBOLIQUE

Si on est frappé par les continuités démographiques et sociales, les ruptures sont aussi évidentes. Après la victoire électorale de 1856 et la victoire militaire contre les forces d'intervention en 1867, le nouvel ordre libéral voulut se distinguer au maximum de ses prédécesseurs. La séparation de l'Église et de l'État eut peu de répercussions dans les villages, au début, sauf quand le curé et les autorités municipales se querellaient à propos de la propriété de terrains et d'édifices (*ibid.*, 16/06/1873). Dans les documents officiels, on enleva les noms de saints que le clergé espagnol avait accolés aux toponymes autochtones, même si les gens ont continué de les employer jusqu'à aujourd'hui. Après la suppression des dîmes et autres droits ecclésiastiques, on ordonna aux responsables de confréries de remettre à l'État leurs capitaux (*Archivo del Municipio Auxiliar de Tzinacapan*, 09/03/1861), sans que rien ne permette de vérifier si cette mesure a été appliquée.

Pour contrer l'influence du clergé, que les libéraux associaient au camp conservateur, ils proposèrent de nouveaux symboles : la Patrie, le Progrès, l'Éducation. Dans le chef-lieu, on construisit un édifice public moderne, symbole du nouvel ordre et du groupe ethnique métis, désormais dominant, « pour remplacer le vieil hôtel de ville, celui de Palagosti, qui avait un toit de chaume » (Estela Flores, comm. pers. 1969). La façade est surmontée par la statue d'un Amérindien, bien sûr, mais il s'agit d'un glorieux Amérindien du passé, Cuauhtemoc, promu au rang de héros national, et non pas d'un Amérindien

d'aujourd'hui. C'est avec des corvées d'autochtones qu'on reconstruisit l'église paroissiale de San Francisco et les écoles. Du haut de sa tour, l'horloge publique, qui marque le temps moderne, fit concurrence au clocher, qui marque le temps ancien, celui des angélus et des messes. On fit aussi la promotion des fêtes patriotiques et civiques, brillantes et coûteuses : aux commerçants on demandait des contributions en espèces, aux paysans des villages, des corvées et des matériaux : « Pour Tzinacapan, [trouvez] quarante hommes et avertissez-les qu'ils doivent se présenter avec le bois et les lianes. [Et à] Yancuictlalpan, trente. » (*Archivo del Municipio Auxiliar de Tzinacapan*, 01/10/1873) Dans les villages, on exécutait des travaux semblables mais d'une envergure bien moindre.

ACCOMMODEMENTS, NÉGOCIATIONS, RÉBELLIONS : LES RÉPONSES AUTOCHTONES

Comment réagirent les paysans autochtones face à ces changements? De multiples manières, selon la conjoncture. Nous avons vu comment Francisco Agustín Dieguillo – ou Palagosti, comme on l'appelait localement – après avoir pris part avec Lucas à la lutte armée contre l'invasion franco-autrichienne, a refusé la privatisation des terres communales et, en février 1868, s'est soulevé en armes, en détruisant clôtures et plantations. Cependant, quelques semaines plus tard, il acceptait les recommandations de la commission de conciliation présidée par Lucas, qui proposait aux paysans d'enregistrer individuellement leurs terrains. Tout l'ancien *común de naturales* fut ainsi morcelé dans les années qui suivirent, malgré plusieurs soulèvements locaux (Thomson 1991 : 239 et suiv.). Au cours des générations subséquentes, en même temps que la population autochtone se retrouvait expulsée du chef-lieu par les métis, la croissance démographique et le jeu des héritages poussaient les agriculteurs à bâtir leurs maisons sur les terrains dont ils héritaient, plus bas dans la montagne. C'est ainsi que se sont formés les villages et hameaux qui parsèment aujourd'hui le municipe (Taller de Tradición Oral 1994).

Une vision étroite de la résistance territoriale autochtone à Cuetzalan nous amènerait à conclure qu'elle s'est limitée à un soulèvement, dirigé par un homme courageux, bataille perdue d'avance contre la marche inexorable de l'histoire. Telle est la vision qui se dégage de l'ouvrage de Thomson, qui a travaillé essentiellement, il est important de le noter, à partir des rapports que les adversaires politiques de Palagosti, la bourgeoisie métisse de Cuetzalan, envoyaient au chef-lieu de district.

Si on se fonde sur les archives de Tzinacapan, que nous avons analysées, l'image est très distincte (Jaimes, Ramírez et Valderrama 1992). En effet, le soulèvement de 1868 y apparaît comme un aspect parmi d'autres de la résistance autochtone et du rôle qu'a joué Dieguillo. Par exemple, en 1854, le plus ancien recensement que nous ayons

trouvé ne concerne que les hommes (*Archivo Municipal de Tzinacapan*, 1854, s.f.). Il semble qu'il ait été établi à des fins militaires, si nous en jugeons par les renseignements qu'il contient : âge, patrie, état civil. La rubrique la plus intéressante s'intitule « exceptions ». La seule mention qu'on y retrouve, invariablement accolée à des noms d'hommes qui ont entre 18 et 40 ans, est « *indio puro* ». À défaut d'autres informations, on peut formuler l'hypothèse qu'on avait reçu l'ordre d'inscrire tous les hommes valides, pour les recruter plus tard dans l'armée. Sachant que les hommes qui partaient avec les troupes ne reviendraient probablement pas, les autorités villageoises ont imaginé un stratagème. Profitant d'une clause d'exception applicable aux « Indiens purs », jugés inaptes à servir dans les rangs pour des raisons linguistiques et culturelles, elles ont attribué cette qualité à tous les hommes susceptibles d'être conscrits. Par la suite, comme nous l'avons dit plus haut, les autochtones ont préféré payer un impôt dit « des exemptés », dans le même but.

Si nous revenons à Francisco Agustín Dieguillo, il a eu d'autres rôles que celui d'un caudillo militaire surgi de la base. En 1862, peu de temps avant le soulèvement contre les envahisseurs franco-autrichiens, on l'avait nommé conseiller municipal. Ce qui laisse supposer qu'il parlait espagnol, savait lire et écrire et jouissait d'une certaine estime, au moins au sein de la population autochtone, qui était alors majoritaire même dans le chef-lieu. Après le soulèvement, il fut à nouveau conseiller, syndic et même maire. Si le Palagosti, le guérillero, s'est porté à la défense des terres communales, Palagosti, le maire, a contribué fermement à la consolidation de l'ordre libéral. À l'intérieur du nouveau cadre légal, il a bloqué certaines tentatives de privatisation des terres (*Archivo Histórico Municipal de Cuetzalan*, 10/01/1873) et il a même créé un *ejido*⁸. (Situé près de la rivière Cuichat, cet *ejido* sera privatisé par la suite, quand le pouvoir passera aux mains de la bourgeoisie métisse). En même temps, il entreprenait de construire la mairie, une école, et même une prison « pour enfermer les ivrognes » (*ibid.*, 17/02/1873) et il insistait pour que les villages des alentours participent à l'effort (*ibid.*, 20/10/1872). Il a promu la construction de ponts et la réfection des chemins (*ibid.*, 06/11/1872) et il réprimandait ses adjoints des villages qui tardaient à percevoir les impôts et à organiser les corvées.

Ce premier maire autochtone n'a pas voulu antagoniser les métis et il a favorisé le commerce. Il leur a concédé des terres, mais à la périphérie du terroir municipal, conservant les terrains les plus rapprochés pour l'agriculture paysanne. On peut dire que Palagosti a synthétisé dans sa personne les diverses réponses autochtones face à la pénétration de l'ordre libéral : d'abord l'opposition armée, tant qu'il semblait encore possible d'empêcher la privatisation des terres, puis la négociation et l'utilisation du nouveau cadre administratif et légal pour laisser les *cuetzaltecos*

dans la meilleure position possible dans ce Mexique qui naissait. Malheureusement, avec la prise du pouvoir par les métis, ces instruments allaient se retrouver hors de leur contrôle. Au sein même du groupe métis, le gouvernement municipal demeurerait soumis jusque dans les années 1970 au pouvoir des *caciques* régionaux, les propriétaires de l'hacienda d'Apulco, qui contrôlaient le commerce et la production de l'eau-de-vie dans la région (Paré 1975). Cependant, l'expansion des caféières au xx^e siècle a déplacé peu à peu les plantations de canne à sucre et a modifié en profondeur la structure sociale et l'écosystème, stabilisant le nouveau modèle de relation au territoire qui est né de la privatisation des terres, que nous examinerons maintenant.

CLASSIFIER ET NOMMER LE TERRITOIRE : ETHNOTOPOGRAPHIE ET TOPONYMIE

Les pratiques environnementales nahuates supposent une connaissance détaillée des microzones où se trouvent les centaines de plantes qu'ils cultivent et collectent, les animaux qu'ils élèvent et qu'ils chassent, les poissons et les mollusques qu'ils pêchent (Taller de Tradición Oral et Beaucage 1997b).

La catégorie la plus générale qui existe en nahuatl pour désigner le lieu est *taltikpak* (*taltik*, « terreux » ; *-pa*, suffixe locatif, « sur, au milieu de » ; *-k*, suffixe de lieu, « sur »). Le terme se rapporte à la surface matérielle de la terre et se distingue de *talmanis* (*tal*, « terre », *-manis*, suffixe de qualité, « plat ») qui désigne sa surface abstraite, et de *semanauak* (*se*, « un » ; *mana*, « s'étendre » ; *-nauak*, suffixe de lieu « près de ») qui correspond à « univers ». Nous avons trouvé quarante et un termes qui désignent les différents types de lieu, avec lesquels ont été formés, sur le territoire de San Miguel Tzinacapan, trois cent dix toponymes.

On peut les regrouper de la façon suivante :

En premier lieu, ceux qui se rapportent à la montagne (*tepet*), le trait le plus saillant du paysage de la Sierra. On désigne ses parties grâce à une métaphore anthropomorphique⁹. Le sommet est sa tête (*tepekuako*, « sur la tête de la montagne »), avec son rebord ou « bouche » (*tepeten*) ; les falaises verticales sont ses « jambes » (*tepexit*), ses pentes sont ses « cuisses » (*tepekespan*) et la base, son « anus » (*tepetsintan*). Le « Cœur de la montagne » (*Tepeyolo*) ne se rapporte pas seulement à son intérieur, mais à un esprit redoutable qui la protège et se fâche quand on utilise des explosifs pour construire des routes. La base est fréquemment encombrée d'éboulis (*taxitin*) et de rochers épars (*teyeual*). Les roches sédimentaires affleurent constamment, prenant parfois la forme d'un escalier (*teejkauas*) ou semées à la volée (*temimil*). Les villages s'établissent fréquemment à mi-pente, sur de rares espaces à peu près plats (*tamayan*), près des sources (*apan*, *ameyal*) permanentes. Plus loin des bords (*tatempán*, « la bouche des choses »), plus bas (*tatampa*, « sous les choses »),

apparaissent les collines ou « têtes de la terre » (*talkuait*), avec leur côteaues ou « cuisses » (*takes*), entourées de ravins (*taltsintan*, « dans l'anus de la terre ») ou qui s'étendent en une petite plaine (*tamanis*). On distingue aussi des dépressions (*tauakal*), des fondrières (*akuakualachtaj*), des ravins (*tatekoch*) et des crevasses (*ostok*). Les lieux particulièrement accidentés, rocheux ou embroussaillés se désignent globalement comme *ouijkan* (« lieux difficiles »). Nous avons trouvé trente-six toponymes qui se réfèrent explicitement aux montagnes, aux collines, à la terre, ainsi qu'à leurs parties.

En second lieu, il y a les *eaux terrestres* (*at*, « eau », *atauit*, « ruisseau »). En amont (*apankuako*, la « tête du ruisseau »), jaillit une source (*atmemeya*) et le ruisseau coule entre ses rives (« ses lèvres, sa bouche », *atenoj*). En aval (*atsintan*, « l'anus du ruisseau »), il grossit à chaque confluent (*atsalan*, « entre les eaux », *atmonamiki*, « les eaux se rencontrent ») et il se transforme en rivière (*ueyat*, « grande eau »). Ses rives deviennent alors des falaises (*tepamit*, « muraille »). Là où l'eau est obscure (*tiltikat*) se trouvent les fosses (*axoxouil*, « eau verte ») riches en poissons et en écrevisses. Parfois la rivière se divise (*amaxal*), disparaît (*atpoliui*) dans une crevasse, bouillonne (*atmolon*) ou saute dans une cascade (*atpauetsi*, *apanchachalaka*), creusant une chaudière (*akonko*, *apasapan*, « marmite d'eau »). Parfois elle s'élargit en un étang (*amayan*) ou en un lac (*amanis*). Dans quelques endroits tranquilles, on trouve des gués (*panaloyan*). Dans les terres basses du Nord, l'eau peut se perdre dans un marécage (*chiauit*) tandis que les sources d'eau potable deviennent rares. Les eaux terrestres, sous leurs diverses formes, sont des composantes de quatre-vingt-quatorze toponymes.

Une troisième catégorie se rapporte aux caractéristiques édaphologiques du sol, qui produisent cinquante-quatre toponymes. Dans la zone montagneuse du Sud, les sites rocaillieux (*tejtetaj*) abondent (vingt-sept toponymes) tandis que plus bas on trouve la bonne terre (*talpan*, « sur la terre » – neuf toponymes) fréquemment argileuse ou boueuse (*sokitaj*, *chichil-sokitaj*, « lieu de boue – rouge »). Certaines zones sont plus sèches (*talauakpan*), ce qui est souvent dû à la pente abrupte. Plus au nord, le sol est sablonneux (*xaltal*, « sable-terre »). Sur les bords des cours d'eau, la terre est souvent détrempée (*atal*, « eau-terre ») et on la dit « froide », tandis que les sablonnières du Nord (*xallomaj*, « côteaues de sable ») sont réputées « chaudes », tant à cause de la chaleur qui règne qu'à cause du sol qui absorbe rapidement la pluie.

D'autres lieux sont définis par le type de végétation. Le nom générique *kuoujtaj* (« lieu des arbres ») désigne également l'espace non habité, qu'il soit cultivé ou sauvage, par rapport au village (*xolal*). On distingue la haute futaie (*kuoujijtik*, « à l'intérieur des arbres ») de la repousse (*tapachiuis*) et des endroits couverts de hautes herbes

(*xiujtaj*, *xiujkaual*). Les transformations induites par les humains servent aussi de référence : qu'elles soient permanentes, comme dans le cas des caféières (*kajfentaj*), des plantations de canne à sucre (*ouataj*) et des pâturages (*ixtauat*), ou temporaires, comme les champs de maïs (*milaj*) et de haricots (*etaj*) qui alternent avec les jachères (*ejkauj*). Plusieurs toponymes précisent même les noms des plantes et des animaux sauvages qu'on trouve – ou qu'on trouvait – à un endroit donné. Nous avons rencontré dans la toponymie quarante-neuf références à la flore¹⁰. En contraste, seulement neuf toponymes mentionnent des noms d'animaux¹¹ : on comprend qu'en raison de leur mobilité, ils ne peuvent être rattachés facilement à une niche écologique précise, sauf quelques batraciens, chéloniens et chiroptères. Les toponymes qui contiennent des référents animaux sont plutôt de caractère allusif : *Tekuanko* (« lieu du jaguar ») est un endroit où on a déjà vu un jaguar ; tandis qu'à *Tsikatal* (« terre des fourmis atta ») la terre ressemble à celle de leurs fourmilières.

Un dernier type de catégories de lieu se rapporte à un espace qui est à la fois le résultat permanent et le cadre quotidien de l'action humaine, le village lui-même (*xolal*). L'espace villageois (*xolalpan*) se subdivise en deux. D'un côté il y a l'espace public qui comprend la fontaine (*apan*), les rues (*ojti*, *kayej*), l'église (*tiopan*), la mairie (*palasioj*), l'école (*tamachtiloyan*), la place (*palasiojtenoj*) et le parvis de l'église (*tiopantenoy*). S'y sont rajoutés, depuis quelques décennies, le terrain de basketball (*kanchaj*), la boutique de la coopérative (*koperativaj*) et le moulin à maïs (*molinoj*). À cet espace public s'oppose un espace privé qui correspond à la maison (*kali*). Du côté de la rue (*kaltenoj*, « bouche de la maison »), il communique avec l'espace public. À l'intérieur de la maison, face à la porte d'entrée, l'autel domestique protège les habitants du lieu des forces malignes qui pourraient vouloir pénétrer. La cour arrière (*kaltsintaj*, « anus de la maison ») est strictement réservée aux membres du groupe domestique, tout comme la cuisine où se trouve le foyer (*tikontenoy*, « bouche de la marmite du feu »).

Les connaissances topographiques et édaphologiques ont des conséquences pratiques immédiates. En ce qui concerne l'agriculture, leur principale forme d'interaction avec la nature, les paysans évaluent avec précision le potentiel des différents sols, en fonction de leurs propriétés physiques (sablonneux, argileux, rocheux...), de la pente et de l'altitude. Ils savent que le café pousse bien sur les pentes rocheuses des montagnes. Le maïs préfère les terres plus planes et les côteaues, mais il pousse même dans les collines sablonneuses du Nord. Cependant, là-bas, la récolte du maïs de printemps (*tonalmil*) sera compromise pour peu que la saison sèche se prolonge. Il vaut mieux y semer dans les dépressions humides (*tauakal*) ou dans les replis de terrain (*tatekoch*). Les haricots sont plus exigeants. Ils requièrent une terre avec plusieurs années de jachère

où on a brûlé les broussailles pour enrichir le sol. Par ailleurs, caféières et arbres fruitiers donnent mieux s'ils sont à l'abri des gelées sporadiques qui affectent les terres du Sud.

On repère aussi avec précision les ressources de grande importance culturelle comme le jonote (*xonokuouit*, *Heliocarpus* spp.), dont l'écorce fournit les fibres pour tresser les hottes (*uajkal*), les fosses riches en poissons, les sources et la qualité respective de leur eau, voire tel site où l'on trouve de bonnes pierres à aiguiser (*tajchikitet*) et la montagne dont les pierres sont appropriées pour leur utilisation dans le bain de vapeur (*temaskal*).

L'appropriation symbolique du territoire implique une dimension onomastique particulière : traditionnellement, c'était la terre qui donnait son nom aux gens. Ainsi les habitants de *Kuomaytaj* (« où pousse le cuamaite » – *Ocotea dendrodaphne* Mez.) sont les *Kuomaymej* ; un homme qui cultivait à *Kapoltitan* (« en bas du capulin » – *Clidemia* spp.) était appelé Pedro Kapol. Nous avons noté une douzaine de ces noms résidentiels. Transmis surtout en ligne paternelle, vu la résidence patrilocale préférentielle, il semble qu'ils furent très utilisés jusqu'au début du xx^e siècle, moment où ils furent remplacés par les patronymes légaux. Plusieurs ont survécu comme sobriquets. À l'inverse, plus récemment, certains anthroponymes ou sobriquets sont à la base de noms de lieux : *Aguilarko* (« lieu des Aguilar »), *Pelonko* (« lieu du chauve »), etc. Il existe toutefois une hiérarchie bien claire dans la manière de faire dériver les noms. Comme le disait un de nos interlocuteurs : « Nous appelons (ce lieu) *Aguilarko*, parce qu'ici vivent les Aguilar, mais le nom de la terre est *Chilkuoujtaj* » (« où l'on trouve du *chilkuouit* » – *Picramnia antidesma* Swarz).

Ce terroir est également enchanté : tant la montagne que la rivière et la terre ont une profonde dimension magico-religieuse. Les cavernes ou « maisons de pierre » (*tekal*) sont les demeures des ogres et des gnomes (*tepeuanimej*, *masakamej*) qui châtient les humains. On les voit aussi comme les entrées du monde souterrain d'où provient toute vie (*Talokan*) et du monde des morts (*Miktan*). Les villageois connaissent bien les sentiers où apparaissent les revenants (*animajmej*), âmes de ceux qui sont décédés de mort violente. Les cours d'eau sont particulièrement chargés d'influences surnaturelles. Par exemple, les lagunes sont sous la garde du « Serpent à crinière », *Kuesalkouat* : s'il s'en va, la lagune s'assèche. Sur la rivière Tozan, il est un endroit nommé « Eau brillante » (*Ixpetaniat*), d'où sortent les Foudres (*Kuoujteyojmej*) au moment des tempêtes. En un autre point, appelé « Eau sorcière » (*Naualat*), l'eau attire le passant qui a peur. Sont particulièrement dangereux, la nuit, les abords des grandes rivières où rôdent les âmes des noyés et celles des petits enfants qui sont morts de l'« épouvante de l'eau » (*anemoujtil*). En effet, tout comme le contact trop brusque

avec les éléments naturels (l'eau, la terre, le feu et les vents), celui avec les êtres surnaturels provoque l'épouvante (*nemoujtil*). La personne affectée s'affaiblit et tombe malade et peut même perdre la raison ou mourir, à moins qu'un guérisseur compétent ne vienne rompre l'envoûtement (Beaucage et Taller de Tradición Oral 2009, chap. 6). Alors que les champs et les bois sont relativement sûrs pendant la journée, la nuit venue il vaut mieux rester au village, préférablement chez soi, sous la protection des images de l'autel domestique.

La grande richesse toponymique, qui reflète les multiples niveaux d'appropriation du territoire par les Nahuas, a eu un impact politique et agraire après 1870, quand le gouvernement mexicain a mis en application les lois de la Réforme (1856) que nous avons mentionnées plus haut, par lesquelles les libéraux supprimaient la tenure collective de la terre des communautés autochtones. Nous avons vu comment les *cuetzaltecos*, après s'être rebellés contre la privatisation, suivirent les recommandations de Lucas et Dieguillo et enregistrèrent individuellement leurs terrains. Les archives locales contiennent des pages et des pages de ces déclarations de biens fonciers, avec les noms des propriétaires, les dimensions, les limites et le nom nahuatl du lieu. Le fait de pouvoir *nommer leurs terres* a été un élément clef qui a établi leur possession « depuis des temps immémoriaux » sous le nouveau régime agraire.

Les changements que nous venons d'évoquer révèlent la construction d'un peuple, les Nahuas de Cuetzalan, qui s'est forgé pendant cinq siècles une identité non seulement forte, mais victorieuse. Forte, parce que leurs pratiques écologiques, politiques et symboliques ont débouché sur l'appropriation matérielle et symbolique d'un territoire clairement identifié, qui correspond aux frontières du municipio actuel. Ce dernier est clairement délimité par les ravins abrupts du Tozan et de l'Apulco, à l'ouest et à l'est, qui se rejoignent au nord, et par les hauteurs de Xocoyolo, au sud. Leur identité historique est aussi victorieuse : les récits oraux ne nous racontent pas une histoire de victimes, mais de « méritants¹² ». D'après la mémoire collective, les autochtones de Cuetzalan ont vaincu ceux qui ont voulu le soumettre : successivement, les Espagnols, les Français et les *villistas* qui mettaient la région à sac pendant la Révolution. Telle est la base identitaire qui permet de comprendre leur comportement collectif pendant la période qui débute en 1970.

LE « RÉVEIL AMÉRINDIEN » DANS LA SIERRA NORTE DE PUEBLA

De nombreux auteurs ont analysé le processus de consolidation d'un mouvement amérindien d'un nouveau type, au cours des trois dernières décennies du siècle dernier (Bonfil Batalla 1981 ; Warren 1998 ; Stavenhagen 2002 ; Ruiz Hernández et Burguete Cal y Mayor 2003 ; Beaucage 2008). Aux « rébellions indiennes » qui ont marqué la

période coloniale et les républiques indépendantes ont succédé des mouvements autochtones qui ont vite dépassé le cadre régional pour atteindre le niveau national et même international. Y ont contribué de nouveaux acteurs autochtones, en particulier une jeunesse éduquée grâce à des programmes gouvernementaux qui avaient justement pour but d'en finir avec les cultures amérindiennes ! Le contexte international de décolonisation et le développement accéléré des communications ont permis à ces jeunes de prendre conscience du colonialisme interne qui se vivait dans les Amériques et d'échanger leurs expériences, qu'ils vivent dans la forêt amazonienne ou dans les hautes terres andines et méso-américaines. Y ont contribué aussi des acteurs non autochtones, qu'il s'agisse de religieux catholiques proches de la Théologie de la libération ou de jeunes professionnels progressistes, pareillement motivés par un désir de justice sociale.

Ce réveil a également touché la Sierra Norte de Puebla, avec deux volets principaux. Dans les années 1960, des religieuses et des prêtres ont commencé une œuvre religieuse et sociale, en formant des catéchistes dans plusieurs villages, surtout en pays totonaque. Le résultat fut un mouvement à la fois religieux et ethnopolitique, qui culmina dans la création de l'Organización Independiente Totonaca (OIT). En 1991, celle-ci arriva au pouvoir dans le municipio de Huehuetla, bastion des caciques régionaux. L'OIT s'est maintenue à la mairie pendant trois mandats, jusqu'en 1999. Ensuite, le parti officiel, le Partido Revolucionario Institucional (PRI), a repris le pouvoir (Hernández García 2009 ; Rivadeneira Morales 2012). La base locale s'est désarticulée, mais le mouvement a créé en 2000 une organisation régionale, l'Unidad Totonaco Nahuatl (UNITONA), ayant une orientation similaire. Ce volet du mouvement régional s'est développé essentiellement en territoire totonaque, bien qu'il soit présent dans quelques communautés nahuas, à travers l'Organización Independiente Ahuacateca, plus au nord, et PRADE A.C. à San Miguel Tzinacapan.

À Cuetzalan surgit dans les années 1970 un fort mouvement social de protestation contre la subordination économique, politique et culturelle des paysans autochtones face à la bourgeoisie commerçante du chef-lieu (Beaucage et Taller de Tradición Oral 2009, chap. 2). D'une part, des laïcs et des religieux catholiques organisèrent des groupes de coopération économique et de services (santé, éducation, culture) dans le village de San Miguel Tzinacapan, comme mentionné plus haut (Sánchez et Almeida 2005). Cependant, le mouvement adopta comme forme principale une coopérative régionale, la Tosepan Titataniske (« Ensemble nous vaincrons »), appuyée sur un réseau de coopératives locales. Pendant plusieurs années, la Tosepan s'est consacrée à la commercialisation des produits agricoles (quatre-épices, café) et à l'approvisionnement en denrées de base, en contournant les

intermédiaires commerciaux traditionnels (Aguilar Ayón et Mora 1991). Ici, le travail d'éducation mit davantage l'accent sur la condition paysanne que sur l'identité culturelle. Pour les bases nahuas, la Tosepan se convertit rapidement en leur principal instrument de défense et de promotion sociale et ethnique. La coopérative régionale fit une brève incursion dans le domaine de la politique municipale et réussit à faire élire son candidat (« le candidat des villages ») à la présidence municipale. Malgré la grande valeur symbolique de l'élection du premier maire autochtone depuis Palagosti Dieguillo, l'expérience ne fut pas considérée comme un succès complet. En effet, le municipio subit un véritable boycottage économique des autorités centrales et le PRI revint au pouvoir en 1990. Par la suite, la Tosepan choisit plutôt de faire des pressions de l'extérieur sur les autorités locales.

Après la crise financière de 1982, le désengagement de l'État dans les campagnes affecta directement les organisations paysannes, dont la Tosepan, car elles ne pouvaient plus compter sur des crédits et des prix garantis. L'organisation perdit la plupart de ses conseillers externes, mais elle avait formé suffisamment de cadres locaux pour les remplacer. La coopérative régionale réussit à conserver, d'abord, puis à élargir sa base sociale. En 1999, pour répondre à la monétarisation croissante de l'économie régionale, on créa une coopérative d'épargne et de crédit, la Tosepan Tomin. Le nombre de membres s'accrut jusqu'à vingt mille, comprenant plusieurs communautés totonaques. Pour la première fois, l'espace de l'organisation ne correspondait plus au territoire nahuat de Cuetzalan. Dans les décennies antérieures, l'autochtonisation de la Tosepan avait signifié, en fait, sa nahuatisation, évidente dans la nomenclature elle-même (Tosepan Tomin, Kaltaixpetaniloan, Tosepan Xikaualis, etc.), comme sur le plan de la langue de travail, dans la centrale régionale et les coopératives locales. Les nouveaux membres totonaques ne voient pas encore se refléter dans l'organisation leur propre identité ethnique.

Pendant les mêmes décennies, se sont créées dans le municipio plusieurs autres organisations, comme une société d'artisans (Maseualsiuamej Sentekitinij, en 1986), une association pour la défense des droits de la personne (Takachiualis, en 1990) et un tribunal autochtone indépendant des cours civiles (Juzgado Indígena, en 2002).

Les Nahuas et les Totonaques de la région nord-orientale de la Sierra ont donc développé, chacun selon des modalités et une temporalité qui leur étaient propres, un mouvement paysan autochtone régional à deux volets. Bien enracinées chacune dans un territoire municipal, l'OIT et la Tosepan Titataniske ont réussi à contrecarrer (sans l'éliminer) le monopole économique et politique de la bourgeoisie locale. Elles ont toutes deux débouché sur la nécessité d'élargir l'organisation autochtone au-delà de leur territoire d'origine, Cuetzalan et Huehuetla.

UNE NOUVELLE CONJONCTURE : LES MÉGAPROJETS

En 2009, le ministère du Tourisme de l'État de Puebla rendait public un projet qui visait à transformer Cuetzalan en une destination de tourisme de masse, avec des projections annuelles qui atteignaient les deux cent mille visiteurs. Le projet impliquait des investissements considérables en infrastructures, entre autres la construction d'une nouvelle route entre la Sierra et la côte, qui traverserait le municipio. Au même moment, la transnationale commerciale Walmart, déjà fortement implantée au Mexique, annonçait qu'elle installerait une succursale à Cuetzalan. La Tosepan et d'autres organisations formèrent rapidement le Comité d'aménagement écologique territorial intégral de Cuetzalan (CORDETIC) qui présenta son propre plan : un développement équilibré entre l'agriculture, l'artisanat et un tourisme écologique qui possède déjà des bases locales (CORDETIC 2010). En ce qui concerne le commerce, le marché autochtone hebdomadaire et les boutiques sont suffisants. Par ailleurs, tant la Tosepan que Maseualsiuamej possèdent chacune une auberge où on met de l'avant la connaissance de la culture locale et le respect de l'environnement. Grâce à cette réponse rapide, le mégaprojet touristique fut suspendu et Walmart jugea plus prudent de renoncer à sa nouvelle succursale. La force et l'efficacité des organisations ne peuvent pas se comprendre sans tenir compte des processus historiques que nous avons esquissés plus haut.

En 2010, les habitants de la région nord-orientale apprirent que le gouvernement fédéral avait octroyé des permis pour l'exploration et l'exploitation minières dans sept municipios de haute montagne¹³, pour un total de 56 000 hectares. Entre 2006 et 2008, il y a eu en tout quatre-vingt-cinq concessions, dont une vingtaine, jusqu'à maintenant, ont donné lieu à des explorations. La Sierra Norte de Puebla n'est pas un cas isolé : d'autres régions du Mexique et d'Amérique latine sont présentement l'objet d'une véritable offensive de la part de transnationales minières, dont beaucoup sont canadiennes (voir Denault et Sacher 2012 ; Garibay *et al.* 2011 ; Colectivo Voces de Alerta 2011 ; *La Jornada del Campo* 2013). Cette offensive répond à la demande pour les métaux et les sources d'énergie qui s'est accrue considérablement depuis l'an 2000, sous l'effet combiné du développement asiatique (avidité de métaux industriels comme le cuivre, le fer...) et de la crise des économies occidentales qui incite les secteurs les plus fortunés à rechercher des valeurs sûres comme l'or. Or, depuis, 1992, les entreprises minières jouissent au Mexique d'un contexte légal extrêmement favorable, après les changements introduits par le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari : la nouvelle Ley Minera, dans son article 6, stipule que « l'exploration, l'exploitation et la transformation des minéraux » auront préférence sur « toute autre forme d'utilisation ou de mise en valeur du terrain ».

Pour exploiter les ressources minières de haute montagne, des entreprises comme Frisco (propriété de Carlos

Slim, considéré comme l'homme le plus riche du monde en 2012) doivent s'approvisionner en eau dans les réserves souterraines de cette région semi-aride. Elles ont également besoin de beaucoup d'énergie pour le broyage et la centrifugation du minerai, d'où leur décision de produire leur propre électricité en construisant des barrages sur les rivières encaissées de la basse montagne. Depuis avril 2011, Grupo Mexico (qui appartient au milliardaire Germán Larrea) a obtenu du gouvernement de Puebla un permis pour construire trois barrages sur la rivière Ajajalpan, en territoire totonaque, et deux autres sur l'Apulco. Déjà ses agents et ceux de l'entreprise de courtage Comexco font pression sur les agriculteurs riverains pour qu'ils vendent leurs terres.

Informés des dommages environnementaux que l'exploitation minière à ciel ouvert et les barrages ont causés ailleurs au Mexique, les habitants de trois municipalités particulièrement touchés ont organisé des protestations. Ceux de Tetela de Ocampo, où Frisco veut extraire de l'or et de l'argent, ont formé Tetela hacia el Futuro (« Tetela vers l'avenir »), coalition qui s'oppose à toute entrée des compagnies minières sur le territoire municipal. Au niveau régional, l'UNITONA, la Tosepan Titataniske et d'autres organisations ont uni leurs efforts dans le Consejo Tiyat Tlalli¹⁴, pour faire face à cette nouvelle menace.

Car le danger est bien réel. Dans le municipe de Zautla, Almaden Minerals, une des principales entreprises minières canadiennes au Mexique, a découvert de l'or et de l'argent. Il s'est rapidement formé une coalition d'organisations communautaires, depuis les groupes d'artisans jusqu'aux producteurs biologiques. Ils se sont opposés au projet, malgré les cadeaux offerts aux habitants du village de Tlamanca pour les séduire. Almaden a alors vendu ses droits à une entreprise chinoise, JDC Minerales. Celle-ci n'a pas deviné dans quel guépier elle allait se retrouver : les permis d'exploitation étaient invalides ou inexistant. Finalement, le 22 novembre 2012, quand a échu l'ultimatum qu'ils avaient lancé à JDC, plus de cinq mille paysans nahuas ont marché sur la mine. Ils ont arraché la clôture de protection et ont procédé à l'expulsion pacifique des cadres et des travailleurs chinois (Beaucage 2013).

Le 6 octobre 2012, à Zapotitlán de Méndez, sur les bords de la rivière Zempoala, plus de mille villageois totonaques réunis en assemblée se sont opposés au projet hydroélectrique de Ingdeshidro, qui devrait inonder une partie de leurs terres. Invitée à exposer son projet, l'entreprise, qui avait commencé à acheter des terrains, ne s'est pas présentée. À la mi-décembre, à Olintla, où l'on veut construire un autre barrage, les paysans totonaques du village d'Ignacio Zaragoza ont bloqué la piste d'accès et ont séquestré la machinerie lourde. Appuyés par d'autres groupes de Tiyat Tlalli, ils ont maintenu le blocus pendant un mois, malgré la répression coordonnée par les autorités métisses du municipe. Bien qu'ils ne soient pas encore

touchés directement, les *cuetzaltecos* participent à ces actions communes car ils savent que, tôt ou tard, ce sera à leur tour de voir leurs terres inondées ou de recevoir les eaux contaminées au cyanure.

CONCLUSION

Pour la première fois dans l'histoire récente, la défense du territoire et de l'eau réunit dans le Consejo Tiyat Tlalli les Nahuas et les Totonagues, les habitants de haute et de basse montagne. Ils ont décidé de faire face aux projets miniers et hydroélectriques à travers des assemblées d'information et des actions directes comme à Olintla.

Ces gestes sont rendus possibles en raison de processus historiques anciens et récents de formation de l'identité et du territoire, comme l'appropriation symbolique des terroirs communautaires par la toponymie, étroitement liée à la mémoire collective, ainsi que nous l'avons évoqué brièvement dans le cas de Cuetzalan. Ils se fondent aussi sur la construction d'organisations autochtones indépendantes, qui sont nées en rapport avec des objectifs économiques ou politiques locaux et qui élargissent maintenant leur action face à de nouveaux défis. Cet élargissement suppose également un changement dans la vision du territoire. À partir de l'an 2000, pour la première fois depuis qu'ils se sont unis contre les envahisseurs franco-autrichiens, au XIX^e siècle, les autochtones s'organisent au-delà du cadre communautaire et municipal où ils ont situé leurs luttes tout au long du XX^e siècle. La Tosepan a élargi son aire d'influence à la zone totonaque, et l'OIT a créé UNITONA, incluant aussi les Nahuas. Jusqu'à ce que tous décident de participer dans le Consejo Tiyat Tlalli.

La stratégie actuelle des organisations et des communautés affectées par les projets miniers et hydroélectriques est d'empêcher l'installation même des entreprises. Pour ce, elles comptent surtout sur leur cohésion, particulièrement forte dans les communautés autochtones (Jornada del Campo 2013). Et elles savent que, dans cette lutte inégale, elles peuvent s'appuyer sur des instruments légaux comme la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail et la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Ces deux documents, ratifiés par le gouvernement du Mexique, insistent sur la nécessité d'une consultation préalable et informée (voir Bustamante Peña 2012), avant l'implantation de mégaprojets sur leurs territoires. Les organisations de la Sierra n'hésitent pas à s'associer à des chercheurs universitaires face aux instances gouvernementales et judiciaires. Et la conscience de leurs victoires passées ne fait que renforcer leur détermination.

Notes

1. Les *villistas* étaient les partisans du leader révolutionnaire Francisco Villa. À Cuetzalan, Salvador Vega, le fils d'un commerçant du chef-lieu, forma un groupe qui se livrait au pillage,

au viol et à l'assassinat dans les campagnes amérindiennes (Taller de Tradición Oral 1994).

2. Comité de Ordenamiento Ecológico Territorial Integral de Cuetzalan. Une première version de ce texte a été publiée, en 2011, dans *Kuojtekiloyan*, publication du CORDETIC.
3. Le CUPREDER (Centro Regional de Prevención de Desastres - Universidad de Puebla) estime que « la forêt mésophile de montagne, ou haute futaie (*monte alto*), qui originellement couvrait 50 % du territoire de Cuetzalan, n'occupait plus, en 2009, que 2523 ha, soit 14 % du territoire. La perte a été de 1138 ha, et ce, en trente ans seulement » (CORDETIC 2010 : 3). La forêt moyenne sub-pérennifoliée, qui a pu occuper 40 % de la surface, n'en couvrait plus, en 2009, que 0,81 %, soit à peine 147 ha (*ibid.* : 2-3).
4. Selon les estimations du CUPREDER, en 2009, 2148 hectares étaient consacrés à la culture du maïs, soit un peu moins qu'en 1979 (2265 ha). Pendant ce temps, la surface des caféières ombragées passait de 2534 ha à 4816, soit un hausse de 90 %. Les pâturages, pour leur part, se réduisaient de 1041 ha, passant de 3178 à 2236 ha (*ibid.* : 3).
5. L'unité monétaire du Mexique colonial était le peso d'argent, divisé en huit reales.
6. Le document dit « *de razón* » (« de raison »). C'est par cette expression valorisante que, jusque dans les années 1970, les métis de la Sierra s'identifiaient eux-mêmes en opposition aux « *inditos*, *pioncitos*, *naquitos* » (« petits Indiens, petits journaliers, petits Totonagues »), termes méprisants qui désignaient les autochtones.
7. Au fil des ans, ils établirent avec les autochtones des échanges qui semblent avoir été fructueux pour les deux parties. Comme le déclarait, des années plus tard, un paysan de Xocoyolotepec : « Nous leur vendons du maïs car ils préfèrent cultiver d'autres produits et acheter le maïs qui leur fait défaut » (*Archivo Histórico del Municipio de Cuetzalan*, c. 1870).
8. Avant la Révolution de 1910, le terme désignait tout terrain possédé en commun par un groupe local.
9. Nous trouvons la même métaphore dans le cas des parties des végétaux. Par exemple, l'arbre : ses feuilles sont ses « mains-feuilles » (*maxiuit*), ses branches sont ses « bras » (*kuamait*), l'écorce, sa « peau » (*kuoujeuat*) et le tronc, sa « cuisse » (*kuoujkes*), tandis qu'à la base du tronc se situe sa « bouche » (*kuoujten*) [Beaucage et Taller de Tradición Oral 2013, chap. 5].
10. Par exemple : *Kuoujtsapotitan* (« où il y a des sapotiers » – *Pouteria sapota* [Jacq] H.B. Moore & Stern); *Ajkokuoujtenoj* « rive aux *ajkokuouit* » – *Zinowiewa integerrima* Turcz.; *Akayojtitan* (« en bas de la roselière » – *Arundo donax* L.); *Istaksapotitan* (« en bas du sapotier blanc » – *Casimirea edulis* Llave et Lexarza), *Uaxtitan* (« en bas de l'arbre-à-gousses » – *Leucaena leucocephala* [Lam.] De Wit), *Kuomaytaj* (« où il y a un cuamaite » – *Ocotea dendrodaphne* Mez), *Okotsokuoujtaj* (« forêt de liquidambar » – *Liquidambar styraciflua* L.), *Pesmaapan* (« ruisseau aux fougères » – *Cyathea mexicana* Schlecht. & Cham.), *Xalkuoujtaj* (« forêt de xalcuite » – *Piper hispidum* Swartz), *xikalkuoujtaj* (« forêt de calebassiers » – *Alchornea latifolia* Swartz).
11. Par exemple : *Tsojpijko* (« lieu du vautour » – *Coragyps atratus*), *Tsikatal* (« terre de fourmis *atta* » – *Atta* spp.); *Ayotsinapan* (« ruisseau aux tortues » – *Testudinidés* spp.), *Tsinacapan* (« fontaine aux chauves-souris » – *Chiroptères* spp.), *Tekuanko* (« lieu du jaguar » – *Felis onca*), *Kalasolin* (« où abondent les grenouilles » – *Rana pipiens*), *Mapachat* (« eau du raton-laveur » – *Procyon lotor*).
12. Tel est le sens étymologique du mot *maseual* par lequel les Nahuas se désignent aujourd'hui. Il vient du verbe *maseua*, « mériter ». Dans l'empire aztèque, le mot référait à la classe paysanne qui pouvait « mériter des dieux » par ses sacrifices. Après la Conquête, il a pris sa signification ethnique actuelle.
13. Ixtacamaxtitlán, Jolalpan, Libres, Santiago Miahuatlan, Tetela de Ocampo, Zacatlán et Zautla.
14. *Tiyat*, en totonaque, veut dire « terre, terroir » ; *tlalli* signifie la même chose dans la variante nahuatl du nord de la Sierra.

Médiagraphie

AGUILAR AYÓN, A., et S. MORA, 1991 : *Participación de la Cooperativa Agropecuaria Regional Tosepan Titataniske en la estructura regional de poder y su influencia en el desarrollo rural. El caso de la región de Cuetzalan, Sierra Norte de Puebla. Mexico*. Tesis de maestría Universidad Autónoma Metropolitana-Xochimilco, México.

ARCHIVO HISTÓRICO DE LIBRES, Puebla (consulté en 1991).

ARCHIVO HISTÓRICO MUNICIPAL DE CUETZALAN, Cuetzalan, Puebla (inventorié en 1989-1991).

ARCHIVO DEL MUNICIPIO AUXILIAR DE TZINACAPAN, Cuetzalan, Puebla (inventorié en 1989-1991).

ARCHIVO DE LA PARROQUIA DE SAN FRANCISCO, LIBRO DE BAUTIZOS, Cuetzalan, Puebla (consulté en 1969).

BEAUCAGE, Pierre, 1973a : « Anthropologie économique des communautés indigènes de la Sierra Norte de Puebla. 1– La basse montagne ». *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie* 10(2) : 114-133.

—, 1973b : « Anthropologie économique des communautés indigènes de la Sierra Norte de Puebla. 2 – La haute montagne ». *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie* 10(4) : 289-308.

—, 1974 : « Ethnohistoire et marxisme. Étude d'une région périphérique de l'empire aztèque ». *Anthropologica* 16(1) : 3-40.

—, 1995 : « Ethnies et société : deux ethnohistoires des Nahuas (Sierra Norte de Puebla) », in F. Trudel, P. Charest et Y. Simonis (dir.), *La construction de l'anthropologie au Québec. Mélanges offerts à Marc-Adelard Tremblay* : 337-366. Presses de l'Université Laval, Québec.

—, 2005 : *Parcours de l'indianité : théologie, politique, anthropologie*. Cahiers du Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine (GRIPAL) #3, Université du Québec à Montréal, Montréal.

—, 2013 : « Mexique : résistance populaire face aux minières canadiennes ». *À Babord!* 48 : 34-36.

BEAUCAGE, Pierre, et TALLER DE TRADICIÓN ORAL, 2009 : *Corps, cosmos et environnement chez les Nahuas de la Sierra Norte de Puebla (Mexique)*. Lux éditeur, Montréal.

BONFIL BATALLA, Guillermo (dir.), 1981 : *Utopía y revolución. El pensamiento contemporáneo de los indios en América Latina*. Nueva Imagen, México.

BUSTAMANTE PEÑA, Gabriel, 2012 : *El derecho a la consulta previa. Avances y retos en América Latina*. Asociación Latinoamericana de Organizaciones de Promoción al Desarrollo (ALOP), Cuadernos de Debate # 1.

COLECTIVO VOCES DE ALERTA, 2011 : *15 mitos y realidades de la minería transnacional en la Argentina*. Buenos Aires, Herramientas Ediciones, Editorial El Colectivo, Colección Cascotazos.

- CORDETIC (Comité de Ordenamiento Ecológico Territorial Integral de Cuetzalan), 2010 : *Programa de ordenamiento ecológico local del territorio del Municipio de Cuetzalan*, 15 octubre, Cuetzalan.
- DENAULT, Alain, et William SACHER, 2012 : *Le paradis sous terre. Comment le Canada est devenu la plaque tournante de l'industrie minière mondiale*. Écosociété, Montréal.
- De la MOTA Y ESCOBAR, Alonso 1940 [1609-1624] : « Memoriales del Obispo de Tlaxcala, Fray Alonso de la Mota y Escobar. Visitas 1609-1624 ». *Anales del Instituto Nacional de Antropología e Historia*. Tomo 1 : 191-306.
- GARCÍA MARTÍNEZ, Bernardo, 1987 : *Los pueblos de la Sierra. El poder y el espacio entre los indios del norte de Puebla hasta 1700*. El Colegio de México, México.
- GARCÍA PAYÓN, J. (dir.), 1965 : *Descripción del Pueblo de Gueytalpan por el alcalde mayor Juan de Carrión (1581)*. Universidad Veracruzana, Cuadernos de Filosofía n° 23, Xalapa.
- GARIBAY, Claudio, et al., 2011 : « Unequal Partners, Unequal Exchange: Goldcorp, the Mexican State and Campesino Dispossession at Peñasquito Goldmine ». *Journal of Latin American Geography* 10(2) : 153-176.
- GIBSON, Charles, 1964 : *The Aztecs Under Spanish Rule: A History of the Indians of the Valley of Mexico, 1519-1810*. Stanford University Press, Stanford.
- GONZÁLEZ, Juan 1905 [1581] : « Relación de Xonotla y Tetela », in Francisco Paso y Troncoso (dir.), *Papeles de Nueva España* 5 : 124-173. Gobierno Mexicano, Madrid.
- HERNÁNDEZ GARCÍA, Milton Gabriel, 2009 : *Kali akgwahu kin tiyatkan, kali akkwahu kin kuxi kan (Defendamos nuestra tierra, defendamos nuestro maíz). Los caminos de la resistencia indígena en la Sierra Norte de Puebla*. Tesis de licenciatura, Escuela Nacional de Antropología e Historia, México.
- JÁIMEZ, G, C. RÁMIREZ et P. VALDERRAMA, 1992 : *Tijuan titalnamikij... Nosotros recordamos le pasado*. Gobierno del Estado de Puebla, Secretaría de Cultura (Comisión Puebla V Centenario), Puebla.
- JORNADA DEL CAMPO, LA (suppl. de La Jornada), 2013 : *México a cielo abierto*. *Tierra abrasada* 6(67), 20 avril.
- PALAFOX y MENDOZA, Juan (1643-1646) : *Relación de las visitas que realizó el ilustrísimo y excelentísimo obispo de la Puebla de los Ángeles don Juan Palafox y Mendoza* (Juan Manuel Pérez Zevallos, dir.). Ms 4476, Biblioteca Nacional, Madrid.
- PARÉ, Luisa, 1975 : « Caciquismo y estructura de poder en la Sierra Norte de Puebla », in R. Barra et al. (dir.), *Caciquismo y poder político en el México rural* : 31-61. Siglo XXI Editores, México.
- RUIZ HERNÁNDEZ, Margarito, et Araceli BURGUETE CAL y MAYOR, 2003: *Derechos y autonomía indígena. Veredas y caminos de un proceso. Una década 1988-1998*. Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas, México.
- SÁNCHEZ, María Eugenia, et Eduardo ALMEIDA, 2005 : *Las veredas de la incertidumbre. Relaciones interculturales y supervivencia digna*. Universidad Iberoamericana, Puebla.
- TALLER DE TRADICIÓN ORAL DEL CEPEC, 1994 : *Tejuan tikin-tikaliliayaj toueytatajuan... / Les oíamos contar a los abuelos. Etnohistoria de San Miguel Tzinacapan. Pue*. Instituto Nacional de Antropología e Historia, México.
- , 1997a : « The Traditional Indian Coffee Orchard of Eastern Mexico ». *Journal of Ethnobiology* 17(1) : 45-68
- , 1997b : « La bonne montagne et l'eau malfaisante. Toponymie et pratiques environnementales chez les Nahuas de basse montagne (Sierra Norte de Puebla, Mexique) ». *Anthropologie et Sociétés* 20(3) : 33-54.
- THOMSON, Guy P.C., 1991 : « Agrarian Conflict in the Municipality of Cuetzalan (Sierra de Puebla): The Rise and Fall of Pala Agustín Dieguillo 1861-1894 ». *Hispanic American Historical Review* 71(2) : 205-258.
- , 1999 : *Town Histories, Military Memoirs and Recent Oral Accounts of the European Intervention in the Sierra de Puebla, 1868-1991*. Conférence présentée au congrès de l'American Historical Institute for Latin America, Oporto, Portugal, 21-25 septembre.
- THOMSON, Guy P.C., et David G. LAFRANCE 1999 : *Patriotism, Politics and Popular Liberalism in Nineteenth-Century Mexico. Juan Francisco Lucas and the Puebla Sierra*. Scholarly Resources, Wilmington, Delaware.
- WARREN, Kay, 1998 : *Indigenous Movements and Their Critics. Pan Maya Activism in Guatemala*. Princeton University Press, Princeton.